

# Entretien avec François Dubet et Fabien Truong

## De *La galère* aux *Loyautés radicales*

**François Dubet** est professeur de sociologie à l'Université de Bordeaux et directeur d'études à l'EHESS. Il a publié *La galère : jeunes en survie* en 1987 et très récemment *Trois Jeunesses. La révolte, la galère, l'émeute* (2018).

**Fabien Truong** est agrégé en sciences économiques et sociales et docteur en sociologie de l'EHESS (2015). Il est responsable du master MEEF SES pour le département de sociologie et d'anthropologie de Paris 8. Il est l'auteur de *Jeunesses françaises, bac+5 made in banlieue* (2015) et de *Loyautés radicales. L'islam et les « mauvais garçons » de la nation* (2017).  
Entretien réalisé par Régis Guyon en octobre 2018.

**Régis GUYON.** François Dubet, vous avez publié en 1987 *La galère : jeunes en survie*<sup>1</sup>. Trente ans plus tard, en quoi le portrait de cette jeunesse française est-il encore aujourd'hui (malheureusement) d'actualité ?

**François DUBET.** La recherche date de trente ans et porte sur la génération des parents des jeunes avec lesquels travaille Fabien. L'intérêt de cette enquête est de nous signifier les changements qui ont eu lieu. Les jeunes de *La galère* vivaient la décomposition de la société industrielle et de la classe ouvrière qui structuraient alors la vie des quartiers. Souvent, enfants d'immigrés, ils étaient mieux formés et plus « ambitieux » que leurs parents qui découvraient le chômage de masse. Mais le taux de bacheliers de 30% à l'époque était inférieur dans les banlieues, et ces jeunes travailleurs étaient privés de perspectives. Aujourd'hui, le chômage est plus sévère, les scolarités plus longues, et la conscience de classe ouvrière plus

faible encore. Comme les jeunes des quartiers étaient souvent d'origines immigrés mais pas uniquement, j'ai travaillé avec des groupes « mixtes ». Les jeunes issus de l'immigration d'Afrique noire étaient minoritaires. Ce qui est perçu aujourd'hui comme des « ghettos » relativement homogènes ressemblait davantage à des quartiers populaires où vivaient des enfants de migrants, exclus comme les autres, et plus que les autres par le racisme. Mais les groupes de jeunes ne mobilisaient pas les clivages du « nous » et du « eux » les Français. Au contraire, La Marche pour l'égalité et contre le racisme<sup>2</sup> revendiquait le droit d'être des Français « comme les autres ». Le racisme construisait davantage l'identité du dehors. La dimension religieuse absente chez les jeunes, filles et garçons, était réduite à la pratique routinière des parents. Ceci dit, à la fin des années 80, le thème ethnique commençait à s'affirmer et, aujourd'hui, la Marche est perçue comme un mouvement de « harkis » et de « beurs » voulant être des « Français comme les autres ».

1 Dubet F. (1987), *La galère : jeunes en survie*, Paris, Essais/Fayard.

2 Le 3 décembre 1983 des milliers de manifestants, français et immigrés défilent à Paris en réponse à l'appel des jeunes de l'association SOS Avenir Minguettes (quartier de Vénissieux, Rhône), dite aussi Marche des beurs.

Enfin, si la délinquance et les trafics ne sont pas une nouveauté, il me semble qu'ils étaient moins structurés qu'ils ne le sont aujourd'hui. Même si la délinquance et les trafics existaient déjà, ils semblaient moins structurés qu'aujourd'hui. « Petits délinquants » eux-mêmes, les jeunes avec lesquels je travaillais, se tenaient à distance des « vrais » délinquants dont l'emprise sur les quartiers était semble-t-il plus faible qu'aujourd'hui.

Ceci dit, *La galère* annonçait déjà ce que nous observons : les émeutes de 2005, la violence des rapports avec la police, la défiance envers les institutions, l'absence d'offre politique, observées par Fabien. Mais les dimensions identitaires et religieuses étaient nettement plus faibles à l'époque et le quartier semblait moins « peser » sur la vie de ses habitants.

**R. G.** Fabien Truong, peut-on parler aujourd'hui d'une sorte de fragmentation de la jeunesse, avec des territoires, des quartiers où la défiance s'accroît vis-à-vis des institutions et où la loyauté s'exerce dans des cercles peu pris en compte ?

**Fabien TRUONG.** Non et oui... Soyons attentifs à ne pas trop homogénéiser le regard et à ne pas développer une vision culturaliste des « banlieues » perçues comme des « ghettos » qui fonctionneraient seulement selon leurs propres règles. Les quartiers populaires sont fragmentés et on pourrait presque dire que sa jeunesse est, de par les possibles destinées sociales, coupée en deux – avec d'un côté des jeunes qui font des allers-retours continus avec le « centre » – pour étudier ou faire des petits boulots, avec une trajectoire classique où quitter le quartier matérialise une certaine ascension sociale – et une seconde population « piégée » qui se sent, à juste titre, assignée à résidence. Les quartiers populaires fonctionnent comme des sas et comme des nasses. À l'heure où prospèrent les

discours déclinistes, il est important d'insister sur ce point et de bien comprendre que de nombreux jeunes jouent pleinement le jeu de notre modèle social malgré les obstacles (c'est par exemple l'objet de mon livre précédent, *Jeunesses françaises*<sup>3</sup>). Ceci dit, avec le tour pris par la désindustrialisation, la ségrégation urbaine, le racisme et l'augmentation des inégalités et que *La galère* annonçait de façon limpide, il y a bien dans ces quartiers une concentration d'épreuves

et de violences tout à fait spécifiques – et dramatiques.

Et, notamment, pour les garçons coincés dans ce que j'appelle « la seconde zone » et qui n'arrivent pas à quitter le monde de l'économie parallèle, il y a en effet une forte défiance vis-à-vis des institutions et de puissants conflits de loyautés. Ceux-ci

“

**Le recours à la religion reste individualisé**

”

reposent sur des expériences d'humiliation très concrètes et une expérience prolongée de la clandestinité qui a de puissants effets sur le rapport au monde et aux autres. Ce sentiment d'hostilité vis-à-vis de « l'extérieur » est ancré dans une réalité collective partagée par tous les jeunes des quartiers populaires : la stigmatisation. Elle est en germe dans *La galère*, mais il était difficile de prévoir, avec la focale 2005-2015, à quel point le regard stigmatisant sur cette jeunesse allait aujourd'hui structurer la conscience collective et les débats politiques – au point qu'elle est, dans son ensemble, sommée de se construire contre ce regard, et ce très tôt. C'est pour cela qu'au vide lié à la disparition progressive de la conscience de classe ouvrière, je crois que s'est substituée une nouvelle conscience de condition, le partage de la certitude de faire partie du même groupe de dominés/stigmatisés, mais sans percevoir l'existence de débouchés politiques opérants pour entrevoir une possible évolution. François a tout à fait raison de souligner l'importance de la Marche pour l'égalité et contre le racisme car l'échec de son

3 Truong F. (2015), *Jeunesses françaises. Bac + 5 made in banlieue*, Paris, La Découverte.

débouché politique a été dévastateur. Subsiste cette certitude diffuse que chacun se bat, seul, contre l'adversité mais au nom d'une condition commune. C'est ce que j'appelle, pour l'imager, le « chacun pour soi de classe ». Et dans ce cas, le recours à la religion est très puissant et est, en effet, devenu politisé. Ce basculement générationnel est en germe depuis les années 1980, et Abdelmalek Sayad<sup>4</sup> l'avait déjà annoncé. En revanche, je crois que l'idée d'un « communautarisme musulman anti-français » maintes fois brocardé procède de la myopie. Le recours à la religion reste individualisé, résultant d'un bricolage très « occidentalisé » et fortement lié à la volonté de rejouer la compréhension de son origine et de son passé scolaire, ce qui est, d'une certaine façon, très « français ». Il faut ici distinguer ce qui relève du spectacle social, qui peut être certes inquiétant et avoir des effets durables, des coulisses car plus que le fait de ne pas se sentir français, c'est surtout le fait de ne pas sentir « français-français », comme le dit Youssef dans *Jeunesses françaises*, qui œuvre. C'est-à-dire pas « assez français » dans le regard de « l'autre », mais dans l'entre-soi du quartier, on est français comme les « siens »... Il suffit d'avoir suivi la dernière Coupe du monde de foot dans les quartiers populaires pour s'en rendre aisément compte.

**R. G.** François Dubet, comment analysez-vous cette « expérience des discriminations »<sup>5</sup>, des injustices vécues

<sup>4</sup> Sociologue et directeur de recherche au CNRS et à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), assistant de Pierre Bourdieu, spécialiste de la communauté nord-africaine en France, il a principalement écrit sur l'immigré et l'immigration.

Sayad A. (2014), *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité. La fabrication des identités culturelles*, Paris, Éditions Raisons d'agir.

<sup>5</sup> Voir notamment Dubet F., Cousin O., Rui S., Macé É. (2013), *Pourquoi moi ? L'expérience des discriminations*, Paris, Le Seuil.

par les jeunes des quartiers populaires, en particulier vis-à-vis des institutions ?

**F. D.** Pour ce que nous avons observé, les expériences des discriminations sont assez composites alors que le fait même des discriminations n'est pas contestable comme le montrent de nombreuses recherches sur l'accès à l'emploi, l'orientation scolaire, les contrôles policiers, etc.

“  
**Le fait d'être discriminable "pourrait la vie"**

”

Pour bien des jeunes garçons des « quartiers » que nous avons rencontrés, les discriminations sont une expérience totale et structurante. Totale, parce que toute la vie semble confrontée aux discriminations ; structurante, parce qu'elles organisent une définition de soi et des autres. Dès lors, tout ce qu'il advient

est perçu comme la manifestation du racisme et des discriminations et bien des conduites qui pourraient sembler *a priori* « injustifiables » deviennent légitime dans un monde social raciste et homogène.

Évidemment, dans ce cas, les conduites des jeunes « confirment » et « justifient » aux yeux des autres les discriminations dont ils sont victimes : ils restent entre eux, ils discriminent à leur tour, ils évitent les contacts, ils rejettent l'école, etc. La littérature afro-américaine a largement développé ces thèmes, ces mécanismes et ces pièges, notamment la cristallisation du conflit avec la police qui discrimine objectivement.

Cependant, quand on creuse dans les observations et les entretiens, les choses apparaissent plus complexes et pas moins difficiles. Les discriminations ne structurent pas toute la vie, mais elles représentent une menace aléatoire. On a le sentiment de vivre « normalement » tout en sachant que l'insulte, l'agression, la menace, l'évitement peuvent se manifester à tout moment. Dès lors, il faut éviter le contact risqué, anticiper le danger, choisir les espaces et les relations afin de ne pas être discriminé. Ces jeunes reprochent à leurs camarades enfermés dans

l'expérience totale d'être « paranoïaques », ils s'efforcent de vivre « normalement », mais ils savent que le risque est toujours là. Leur expérience est d'autant plus pénible qu'en dehors des agressions franches et des interactions non ambiguës, ils se demandent toujours si ce qui leur arrive est une discrimination raciale, ou si elle relève de leur valeur et de leur mérite. Mais dans tous les cas, le fait d'être discriminable « pourrit la vie », ce qu'un membre de la majorité peut avoir du mal à comprendre. Pour ce qui est du rapport à l'école, la discrimination est plus un mécanisme ségrégatif qu'une interaction discriminante. À cause de la ségrégation urbaine, des inégalités sociales, du choix des familles, des modes de « distillation » des élèves dans les établissements et les filières en fonction de leurs performances, l'école finit par engendrer une très forte homogénéité sociale, sexuelle et ethnique : on est tous pareils dans la même classe. Ils savent aussi que les choix d'orientation anticipent les attentes « ethniques » et sexuelles du marché du travail. Du point de vue des élèves, ces mécanismes ne sont pas des mécanismes : ils procéderaient en réalité d'une volonté de discriminer, d'une école raciste cachée derrière ses grands principes. Dès lors, chaque incident démontre bien, à leurs yeux, que les profs sont racistes et ils n'ignorent pas que les enseignants supportent très mal cette accusation. Cette expérience est d'autant plus prégnante que ces jeunes, et plus encore leurs parents, pensent que l'école est le seul moyen de « s'en sortir ». Ils savent aussi que l'école les « oblige » à assumer la responsabilité de leurs résultats scolaires, surtout quand ils ne sont pas très bons élèves. Au niveau individuel, leur expérience scolaire est souvent douloureuse, mais la culture juvénile anti-scolaire peut alors offrir une ressource pour sauver sa face, son honneur et le respect de soi.

En définitive, l'expérience des discriminations n'est pas seulement une injustice, elle est une expérience tragique parce qu'elle affaiblit le sentiment de consistance de soi, de sa propre valeur, parce qu'elle peut exacerber ce que Sartre appelait la mauvaise foi, parce que les stratégies mises en place par les acteurs courent toujours le risque de confirmer les stéréotypes dont ils sont les victimes. En ces sens les discriminations ne sont pas seulement une injustice sociale, elles sont aussi une agression morale.

F. T. Les gestes de défiance, voire d'agression vis-à-vis des institutions et notamment de l'école, sont en effet une façon de reprendre la main, de sauver la face : ce sont des ressources symboliques immédiatement disponibles. Pour autant, je ne crois pas qu'ils relèvent aujourd'hui d'une « culture anti-école », au sens où Paul Willis<sup>6</sup>, l'avait notamment analysé. La culture anti-école existait bel et bien chez les enfants d'ouvriers dans les années 1960-1970 car c'était déjà une façon de se projeter dans son destin d'ouvrier. Attaquer l'école, c'était déjà clamer une appartenance reconfortante à un groupe constitué qui avait sa fierté et son honneur. Ce n'est plus du tout ce qui se joue aujourd'hui. Les comportements de défiance ne relèvent pas d'une culture intégratrice car ils ne renvoient pas, par anticipation, à une condition désirable et à un cocon réparateur. Se planter à l'école, c'est un échec. Point. La violence qui accompagne la défiance est, au fond, à la mesure des espoirs de transformation, souvent démesurés, placés dans l'école. Je préfère parler « d'amour éconduit », cela me paraît plus juste. C'est d'ailleurs l'intérêt de travailler sur des trajectoires longues et avec des générations différentes. Absolument tous les jeunes déscolarisés présents dans mes enquêtes, et qui deviennent adultes me disent la même chose : le regret de n'avoir pas été un bon élève et de ne pas avoir su « être un écolier », avec d'ailleurs, lorsque l'on creuse, des souvenirs ponctuels et chéris de telle maîtresse ou tel prof qui était apprécié. Alors que dans le cadre de la culture anti-école, dix ans après, on continuait de rire et de célébrer le « bon vieux temps » de la défiance. Les regrets liés à cet amour éconduit jouent d'ailleurs un rôle important dans la constitution d'un

6 Willis P. (2011), *L'école des ouvriers. Comment les enfants d'ouvriers obtiennent des boulots d'ouvriers*, Marseille, Agone.

sentiment profond de culpabilité quand l'école individualise le sentiment d'échec. La question de la haine de soi et de l'agression morale est vraiment structurante dans l'expérience de la seconde zone. Il faut donc rappeler que la violence ne provient pas uniquement de l'extérieur. Pour les garçons qui n'arrivent pas à sortir des trafics et qui vieillissent, le sentiment d'être dans le mal, le péché, d'être moralement condamnable est très puissant. Non exprimé et rarement évoqué en public, ce sentiment est central. Je crois que si on ne le prend pas en compte, on ne peut pas comprendre, dans le cadre de ces trajectoires, la place et le sens du discours religieux comme réponse à la peur de l'enfer par exemple. Cette culpabilité est aussi entretenue quand les jeunes n'arrivent pas à résoudre les conflits de loyautés qui les tenaillent. Or, il faut bien comprendre que « le quartier » fabrique des conflits de loyautés exacerbés : les jeunes ne montrent pas le même visage selon qu'ils sont avec leur mère, leur père, les copains d'une même génération, les grands, les petits, une personne du sexe opposé, les profs (il y a ceux détestés et ceux appréciés), les équipiers de business si on trempe dans l'illégalité, etc. Ainsi, dans « le quartier », on segmente fréquemment ses façons d'être. Cela nécessite une résolution car sinon, cela nourrit la difficulté d'éprouver ce sentiment de consistance de soi. Et une telle consistance reste un socle nécessaire pour se déplacer, pour apprendre, se confronter à la différence, se relever après des expériences de rejets. Ces agressions morales se jouent donc à la fois à l'intérieur et depuis l'extérieur du quartier. Leur intensité traduit finalement la nature profonde des relations entre les marges de la ville et son centre. On retrouve ici la question de l'absence de mixité sociale. Aujourd'hui, les enfants rencontrent à l'école des jeunes issus d'un autre milieu social de plus en plus tardivement et ce n'est pas sans effet.

On s'habitue à grandir avec des stéréotypes plutôt que de se confronter simplement avec la différence. Il suffit d'observer *Les lycéens*<sup>7</sup> des années 1990 étudiés par François. À ce moment-là, le lycée est un lieu où les enfants du centre se « frottent » aux enfants des quartiers. Sans évidemment idéaliser le passé, ce monde n'était pas exempt de stigmatisation et de discrimination, mais au moins, ces enfants étaient dans la même classe et apprenaient à se connaître, peu à peu.

La comparaison avec les lycéens de *Jeunesses françaises* est sans appel. Pour ceux qui arrivent à passer au travers des mailles du bac :

“

**"le quartier"  
fabrique  
des conflits  
de loyautés**

”

la confrontation arrive plus tard, au cours des études supérieures. Et dans un contexte où la stigmatisation sociale s'est accrue, mais aussi où les enfants de milieux populaires accèdent plus massivement à l'enseignement supérieur. Ce qui n'est pas le moindre des paradoxes.

**R.G.** Pour vous, quels ont été les impacts des attentats perpétrés depuis janvier 2015 sur les jeunes des quartiers populaires/prioritaires ?

**F.D.** N'ayant pas fait réaliser d'enquête sur cette question, je fais confiance à ceux qui, comme Fabien sont allés y voir. D'après la seule enquête par questionnaires à notre disposition, celle d'Olivier Galland et d'Anne Muxel<sup>8</sup>, les jeunes condamnent les attentats, même si une minorité pense que « Charlie l'a cherché » en « blasphémant ». Cette relative mansuétude reste minoritaire et ne concerne pas les attentats du Bataclan dont les victimes sont « innocentes ». Mais, et Fabien le démontre, la mise en accusation de l'islam, de celui des banlieues en particuliers, accentue les conflits de fidélité : comment condamner publiquement les attentats

7 Dubet F. (1991), *Les Lycéens*, Paris, *L'épreuve des faits*, Paris, Le Seuil.  
8 Galland O., Muxel A. (2018), *La tentation radicale. Enquête auprès des lycéens*, Paris, PUF.

sans trahir ses attachements de quartier ? Ce conflit des fidélités est d'autant plus vif que les jeunes se sentent discriminés et tolèrent la violence sociale banale : délinquance, trafics, affrontements avec la police, etc. De ce point de vue, la minute de silence organisée par le ministère de l'Éducation nationale après les assassinats de Charlie Hebdo peut apparaître maladroite. Elle a fait comme si l'école était responsable des attentats, elle a obligé les jeunes à choisir, et elle a mis beaucoup d'enseignants dans une situation à laquelle ils n'étaient pas préparés. En fait, les attentats ont eu, peut-être, plus d'effets sur l'opinion publique française telle que la saisissent les sondages, que sur les jeunes des quartiers eux-mêmes. La part des Français hostiles à l'immigration et à l'islam a durci son opposition et ne s'est pas déclarée surprise par des attentats prévisibles à ses yeux. En termes politiques, les partis, les mouvements, les médias hostiles à l'islam ont gagné du terrain et on imagine aisément l'effet dévastateur sur l'expérience des jeunes davantage stigmatisés comme des terroristes en puissance. La structuration de la vie politique, mais aussi de la vie intellectuelle, autour de l'identité joue contre les quartiers. Cependant, les sondages montrent aussi que la majorité des Français interrogés refusent cette mise en accusation collective des musulmans de France. Il n'y a pas eu la vague de violences anti-musulmanes que nous aurions pu craindre. Sur ce point, l'État islamique a échoué et mieux vaut s'en réjouir que de condamner les « bien-pensants », les « libéraux » et les « cathos zombies »<sup>9</sup>. Alors que le débat politique se crispe autour de l'identité, on peut s'inquiéter du

fait que les forces politiques et les mouvements qui refusent cette obsession identitaire ne parviennent pas à construire une « doctrine » et une offre politique. Alors, les militants, les enseignants, les travailleurs sociaux et tous ceux qui agissent, musulmans ou non musulmans, en faveur d'une « pacification » de la vie sociale, se sentent à la fois invisibles et abandonnés. Les attentats ont changé la donne en accentuant la nécessité de répondre à deux problèmes qui se

“

**la question scolaire c'est aussi une question d'éducation et de culture.**

”

conjuguent et qui sont cependant distincts. Le premier est celui de la « question sociale » des quartiers, de tout ce qui peut participer de la formation d'une « demande » religieuse radicale quand l'espace politique ne semble rien offrir. Le second est celui de « l'offre » religieuse radicale qui nous laisse souvent désarmés après

de jeunes qui ne trouvent plus de bonnes raisons de vivre dans la société telle qu'elle est, et qui cherchent dans la foi, parfois dans la violence, une dignité dont ils sont privés. Ici, la question scolaire n'est pas seulement une affaire de ségrégation, d'égalité des chances et de réussite, c'est aussi une question d'éducation et de culture.

F. T. La réaction aux attentats chez les jeunes des quartiers populaires se décline au pluriel. Si la condamnation est en effet largement majoritaire, son expression varie selon les manières d'articuler son histoire personnelle à l'expérience très concrète de l'événement et à des « nous » à géométrie variable. En cela, les réactions de ces jeunes ne sont pas sociologiquement spécifiques. Elles suivent une logique de « sidérations » bien mise en évidence par Gêrôme Truc<sup>10</sup> avec qui j'enquête depuis près de trois ans à Grigny. Après, la sociographie des terroristes et les débats incessants autour de « l'identité en péril » posent clairement à ces jeunes des questions qui leur sont spécifiques. Les conflits de loyautés sont ici puissants et ils ne peuvent jamais se dire « à chaud ».

9 La notion de « catholicisme zombie » élaborée par Emmanuel Todd et Hervé Le Bras a été employée lors des manifestations de janvier 2015 contre les attentats de Charlie Hebdo. Voir notamment, Le Bras H., Todd E. (2013), *Le mystère français*, Paris, Le Seuil. Todd E. (2015), *Qui est Charlie ? Sociologie d'une crise religieuse*, Paris, Le Seuil.

10 Voir Truc G. (2016), *Sidérations. Une sociologie des attentats*, Paris, PUF.

Comment, *en même temps et tout de suite*, condamner un geste jugé infâme, se révolter contre ceux qui vous regardent comme un terroriste en puissance, protéger une religion désignée coupable alors que, au quotidien, c'est une bouée de sauvetage symbolique, s'indigner contre les injustices sociales que vous vivez dans votre chair et que révèlent, malgré tout, des actes perçus comme barbares... ? C'est dans ces entrelacs que le sens se crée et, en l'occurrence, les questionnaires sont inadaptés à saisir un sentiment très volatil, qui se transforme selon le contexte et ne peut s'envisager en termes de choix « exclusifs ». Par exemple, le dépouillement de centaines de messages de réaction spontanées récoltées à Grigny par un collectif d'habitants dans un élan de solidarité qui, on le notera, intéresse moins la presse nationale que des incidents isolés lors de la minute de silence, est révélateur. À côté des appels à la paix dans le monde, on constate que la défense de la ville est omniprésente (on retourne le stigmata, on se dissocie de la barbarie) tout comme les messages de doléances insistant sur ses problèmes insurmontables (les poubelles, le chômage, etc.). L'important ne se joue donc pas dans la position « pour ou contre ». D'ailleurs, je crois que la résistance de la société face à la profusion des discours islamophobes s'explique par le fait suivant : la population musulmane est socialement hétérogène et, s'agissant des familles musulmanes des quartiers populaires, elles sont nombreuses à se « déplacer » dans la société, notamment via les trajectoires des enfants. Ainsi, une majorité de français non musulmans côtoie des Français musulmans au quotidien dans des situations banales et pacifiées, réalité peu considérée par le prisme médiatique.

Ceci dit, si l'on accepte la conversation que devraient provoquer les attentats, l'enjeu central renvoie bien, comme le souligne justement François, d'une conversation

éducative. Comment faire face au « oui mais » – à ces réactions nombreuses qui condamnent les attentats de janvier 2015 « mais pas totalement ». Exiger la solennité d'une minute de silence quand il faudrait plutôt faire parler les élèves, partir de leurs inquiétudes, de leurs blessures, de ce que signifie pour eux la religion, de l'attrait des grilles de lectures complotistes, etc. a pu être en effet assez maladroit dans de nombreuses classes. Là encore, il existe néanmoins de multiples initiatives admirables et invisibles. C'est par exemple ce que montrent tous ces enseignants qui partagent leurs expériences dans *Territoires vivants de la République*<sup>11</sup>. Je pense notamment à Wahida El Mansour qui avait invité à plusieurs reprises Charb « l'anti-musulman » dans son lycée professionnel « de banlieue », provoquant des débats où les désaccords s'exprimaient et se vivaient dans un respect et une dignité que ses élèves ont su « naturellement » lui rendre en janvier 2015, « à chaud ».

11 Falaize B. (2018), *Territoires vivants de la République. Ce que peut l'école : réussir au-delà des préjugés*, Paris, La Découverte. Voir également Brenner E. (2004), *Les territoires perdus de la République*, Paris, Fayard.